



Préfet de la Marne

Direction départementale des territoires  
*Service Environnement*  
*Eau, Préservation des Ressources*  
*Cellule ICPE – Déchets - Énergie*  
-----

**Installations classées**  
**N° 2011-MD-114-IC**

**le préfet**  
**de la région Champagne-Ardenne,**  
**préfet du département de la Marne,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**officier de l'Ordre National du Mérite**

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

**Société ECOLAB**  
**Avenue du Général Patton**  
**51000 CHALONS EN CHAMPAGNE**  
----

VU :

- le livre V du code de l'environnement;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- l'arrêté préfectoral n° 2009-A-127 du 16 septembre 2009 autorisant l'exploitation du site ECOLAB à Châlons-en-Champagne

CONSIDERANT :

- que les rejets des eaux usées ne sont pas conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009,
- que des actions pour réduire les pollutions des eaux usées ont été mises en place,
- que ces actions n'ont pas suffi pour respecter les valeurs de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009,
- au vu des éléments transmis par la société ECOLAB, que les eaux pluviales présentent une pollution récurrente,
- que les causes de pollution des eaux pluviales n'ont pas été définies,
- que les rejets des eaux pluviales polluées sont envoyées directement dans la station de prétraitement des eaux usées sans caractérisation,
- que l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 autorise l'envoi des eaux pluviales polluées vers la station de prétraitement des eaux usées si leurs caractéristiques le permettent,
- les prescriptions de l'article L514-1 du code de l'environnement « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. » ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Marne,

**ARRETE**

**Article 1er : objet de la mise en demeure**

La société ECOLAB sise Avenue du Général PATTON à Châlons en Champagne, est mise en demeure de respecter :

- avant rejet des eaux usées dans le réseau de la communauté d'agglomération de Châlons en Champagne, les valeurs limites en concentration et en flux définies dans l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009,
- l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 à savoir les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou envoyées vers la station de prétraitement des eaux usées **si leurs caractéristiques le permettent.**

## **Article 2 : Délai**

Les éléments justifiant de la réalisation des prescriptions de l'article 1 devront être remis au Préfet de la Marne et à l'inspection des installations classées dans **un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 3 : Droits des tiers** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 4 - Recours.**

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai d'un an** à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

## **Article 5 - Notification et exécution**

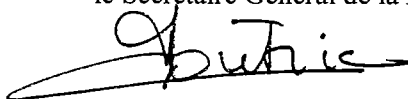
M. le Secrétaire Général de la Marne, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Champagne Ardenne, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et Mme l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information à l'Agence Régionale de Santé Champagne-Ardenne, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, à la direction de l'agence de l'eau ainsi qu'à Monsieur le Maire de Saint Martin sur le Pré qui en donnera communication à son conseil municipal .

Monsieur le Maire de Saint Martin sur le Pré procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un certificat d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne,

Notification en sera faite à M. le Directeur de la Société ECOLAB avenue du général Patton à Châlons en Champagne.

Châlons en Champagne, le **19 SEP. 2011**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général de la Préfecture



Francis SOUTRIC